

Maison de l'Apprentissage de Saint-Nazaire

CHARTRE CHANTIER PROPRE - PRO



ATELIER TÉQUI
ARCHITECTES

bérim

agj 2d
Ingénierie innovante

ALHYANGE
acoustique

ORLIC
COCHET
DESIGN

SOMMAIRE

1	DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	Objet	4
1.2	Modalité d'application	4
1.3	Organisation et responsabilité.....	4
1.3.1	Entreprise du lot 01 : Responsable Environnement	4
1.3.2	Entreprises titulaires des autres lots	6
1.3.3	BET Environnement AGI2D	8
1.3.4	Maîtrise d'œuvre	8
1.3.5	Maîtrise d'ouvrage.....	8
1.4	Le registre du chantier	8
1.5	Contrôle	9
1.6	Relation avec le CSPS	9
2	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	10
2.1	Le SOGED.....	10
2.2	Réduction des déchets.....	10
2.2.1	Calepinage	10
2.2.2	Exécution des travaux.....	11
2.2.3	Réduction des emballages.....	11
2.2.4	Terrassement.....	11
2.3	Tri des déchets	12
2.4	Signalétique.....	13
2.5	Stockage des déchets.....	14
2.6	Elimination des déchets	15
2.7	Traçabilité	15
3	REDUCTION DES NUISANCES ET DES POLLUTIONS	16
3.1	Bruit.....	16

Charte chantier

3.1.1	Matériel et équipement	16
3.1.2	Horaire et circulation.....	17
3.2	Protection du sol et des eaux.....	18
3.3	Prévention de la pollution atmosphérique	20
3.4	Clôture.....	20
4	MAITRISE DES CONSOMMATIONS	21
4.1	Energie	21
4.2	Eau.....	21
5	SENSIBILISATION ET INFORMATION.....	23
5.1	Sensibilisation du personnel	23
5.2	Information du voisinage	23
6	PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CHARTE A FAIBLE NUISANCE.....	25
7	ENGAGEMENT	26

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet

La charte « chantier à faibles nuisances » a pour objectif de fixer les **règles et obligations** imposées à tous les acteurs qui interviennent dans l'opération de **l'extension de la maison d'apprentissage de Saint-Nazaire et la réhabilitation de l'existant en site occupé**.

Le projet prévoit :

- Les travaux de démolitions extérieurs avec protections de l'existant (arbres, bordures, etc.) ;
- Les travaux côté NORD séparé par le nouveau HALL en 2 bâtiments ;
- Les travaux côté EST ;
- Les travaux du HALL neuf et mise en place de l'escalier ;
- Les travaux du HALL existant en période de vacances scolaires ;
- Les travaux dans existant (rénovation des classes, cafétéria, etc...) ;
- Des raccordements divers ;
- Les travaux de voiries et des espaces verts.

Cette charte traduit la volonté du maître d'ouvrage à limiter les impacts négatifs d'un chantier sur l'environnement et à améliorer les conditions sanitaires du personnel.

1.2 Modalité d'application

La charte « chantier à faibles nuisances » est un document contractuel co-signé par tous les intervenants de l'opération : la maîtrise d'ouvrage et ses assistants, l'équipe de maîtrise d'œuvre, les entreprises et leurs sous-traitants éventuels.

Les exigences de la charte « chantier à faibles nuisances » prolongent les obligations réglementaires. Elles ne peuvent pas faire obstacle aux lois et décrets d'application nationale et aux arrêtés ministériels, préfectoraux ou municipaux.

La note d'organisation des travaux sera également à respecter.

1.3 Organisation et responsabilité

1.3.1 Entreprise du lot 01 : Responsable Environnement

Pour la présente opération, la coordination et la responsabilité de l'application de la charte « chantier à faibles nuisances » sont attribuées au **Lot 01 – Fondations GO (dalle sur plancher bois)**. Ce dernier doit désigner la personne en charge et communiquer ses coordonnées à la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage. Cette personne est désignée comme étant le **Responsable Environnement Chantier (REC)**. Cette personne doit avoir les compétences requises et sera présente en permanence sur le chantier. Pour cela, son CV doit être transmis à la MOE. Si le profil n'est pas cohérent, sa nomination pourra être refusée par la MOE.

Le REC sera l'interlocuteur unique du maître d'œuvre pour les aspects environnementaux durant toute la période de chantier.

En phase préparation de chantier

Le REC doit assurer les tâches suivantes :

- Réaliser le **SOGED** (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets) qui décrit les dispositions prises par l'entreprise du lot 01 pour la gestion des déchets de l'ensemble du chantier (responsabilités, sensibilisation du personnel, tri prévu, logistique, traçabilité, filières de valorisation ou d'élimination). Le modèle fourni par AGI2D peut être utilisé. Le SOGED devra être transmis au BET Environnement AGI2D pour validation ;
- Réaliser le **PAE** (Plan Assurance Environnement) qui décrit les dispositions que l'entreprise envisage d'adopter pour la préservation de l'environnement sur l'ensemble du chantier. Le modèle fourni par AGI2D peut être utilisé ; Le PAE devra être transmis au BET Environnement AGI2D pour validation ;
- Signer et transmettre la **charte chantier** à faibles nuisances à la MOE et à la MOA ;
- Veiller à la cohérence entre son PAE, son SOGED et le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) du chantier ;
- Réaliser un **PIC** (Plan d'Installation de Chantier) en cohérence avec les préconisations de la charte et le transmettre à la MOE ;
- Décrire les **économies d'énergies** mises en place dans les cantonnements et dans la base vie ; Ces dispositions peuvent être incluses au PAE ;
- Fournir le **livret d'accueil** et le transmettre au BET Environnement AGI2D pour validation ; Le livret d'accueil devra ensuite être diffusé à l'ensemble du personnel travaillant sur le chantier. Ses illustrations devront être expliquées lors des 1/4h environnement, à l'attention des compagnons ;
- Mettre à disposition des riverains **une boîte aux lettres à l'entrée avec une adresse mail** pour collecter leurs plaintes et questionnements sur le chantier ; Un registre des plaintes doit être tenu par le REC, indiquant la façon dont elles sont traitées.
- Etablir un **planning acoustique** sur toute la durée du chantier qui spécifie les phases les plus bruyantes (dates et horaires), des types de travaux (techniques, engins, matériels) en fonction des périodes de la journée (pour éviter les travaux les plus bruyants aux moments de la journée où ils sont les plus gênants : tôt le matin ou en soirée). Ce planning de phases bruyantes sera soumis à la MOE pour validation et signée par l'entreprise du lot 01 ;
- Indiquer **le ou les centres de tri sélectionnés**, avec leur attestation de **valorisation**.

En phase travaux

La mission du REC consistera à :

- S'assurer du respect de la présente charte à tous les stades de l'avancement du chantier ; Le REC du lot 01 dispose notamment d'un pouvoir de direction vis-à-vis des autres lots, qui doivent se conformer à ses directives ;
- Vérifier la bonne application de son PAE et de son SOGED sur le chantier (respect des consignes sur le tri des déchets, le bruit, les envols de poussière, les circulations...) ;
- Préparer et animer des réunions de sensibilisation/formation avec les compagnons sur le sujet Qualité Environnementale du chantier (1 par mois minimum) ;
- Mettre en place la logistique de tri des déchets de chantier, par une signalisation appropriée ;
- Mettre en place la procédure de suivi du remplissage des bennes, afin d'optimiser les rotations ;
- Tenir le tableau de suivi de production de déchets, avec indication des pourcentages de déchets valorisés, par catégorie. Faire un envoi mensuel au BET Environnement ;
- Tenir le tableau de suivi des consommations d'eau et d'électricité, avec différenciation des consommations de la base vie et celles du chantier. Faire un envoi mensuel au BET Environnement AGI2D.

- Rechercher des filières permettant un maximum de valorisation et de recyclage des déchets collectés sur le chantier ;
- Collecter les bordereaux de suivi des déchets et les compiler. Un envoi mensuel devra être fait à AGI2D. Leur compilation finale sera faite en vue du bilan en fin de chantier ;
- Veiller tout particulièrement à ce que tout brûlage sur le chantier soit interdit (conformément à la réglementation) ;
- Former le personnel sur les sujets environnementaux ;
- Rédiger et transmettre mensuellement à AGI2D un rapport de suivi environnement, relatant les mesures mises en place.

Lors de la réception du chantier

Le REC réalise un bilan de chantier propre avec le BET Environnement AGI2D qui synthétise les points forts et les points faibles du déroulement de l'opération ainsi que le bilan économique. Il comprendra en particulier :

- Les réclamations des riverains ainsi que la façon dont elles ont été traitées ;
- Les dispositions appliquées pour réduire les bruits de chantier ;
- Le recueil des suggestions des intervenants du chantier en vue d'améliorer les conditions de travail du point de vue environnemental ;
- Les incidents ou accidents environnementaux intervenus durant le chantier ainsi que le traitement des non-conformités ;

1.3.2 Entreprises titulaires des autres lots

Les entreprises titulaires des autres lots devront respecter les consignes mises en place par le REC du lot 01, notamment concernant le tri et le suivi des déchets et la réduction des nuisances.

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier doivent désigner un « **Correspondant Environnement** » qui sera le correspondant privilégié du REC du lot n°1 et du BET Environnement AGI2D. Cette personne doit avoir les compétences requises et sera présente en permanence sur le chantier.

Leurs coordonnées doivent être transmises à ces deux entités et le Responsable Environnement Chantier tiendra un tableau des Correspondants Environnement, avec leurs coordonnées.

Tous les lots sont concernés :

Lot 02 : Structure bois

Lot 03 : Structure métallique

Lots 04 : FOB et MEX

Lot 05 : Façade alu / Mur rideau

Lot 06 : Etanchéité / Couverture

Lot 07 : Couverture

Lot 08 : Cloisons / Doublage

Lot 09 : MIN

Charte chantier

Lot 10 : Revêtements sols durs

Lot 11 : Revêtements sols souples

Lot 12 : Peinture

Lot 13 : Mobilier

Lot 14 : Electricité

Lot 15 : CVC

Lot 16 : Plomberie

Lot 17 : Ascenseur

Lot 18 : VRD

Lot 19 : Signalétiques

Le rôle des Correspondants Environnement est de :

En phase de démarrage des travaux :

- Signer la **charte chantier** à faibles nuisances et la communiquer au BET Environnement AGI2D, à la MOE et à la MOA ;
- Réaliser leur propre **SOGED** (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets) qui décrit les dispositions prises par l'entreprise pour la gestion des déchets (responsabilités, sensibilisation du personnel, tri prévu, logistique, traçabilité, filières de valorisation ou d'élimination) ainsi que les quantités prévisionnelles de déchets produits. Le modèle fourni par AGI2D peut être utilisé ; Le document est ensuite soumis à AGI2D pour avis et transmis au lot 1 pour compilation.
- Réaliser leur propre **PAE** (Plan Assurance Environnement) qui décrit les dispositions que l'entreprise envisage d'adopter pour la préservation de l'environnement. Le modèle fourni par AGI2D peut être utilisé. Le document est ensuite soumis à AGI2D pour avis. Les entreprises peuvent également signer le PAE du lot 01 et s'engager ainsi à le respecter.

En phase travaux :

- Veiller au **respect de la charte chantier** et toutes les dispositions prises par le Responsable Environnement ;
- Transmettre **à l'avance les quantités de déchets** qui seront produites au Responsable Environnement pour anticiper la rotation des bennes ;
- Sensibiliser et informer ses compagnons, ses sous-traitants, ses fournisseurs ;
- Assister à tous les points environnementaux convoqués par le Responsable Environnement ou le BET Environnement AGI2D.

Il est à noter également que les Correspondants Environnement des **autres lots** devront obtempérer à toutes les demandes exprimées par le REC, en vue du respect de la charte chantier : tri et ramassage régulier des déchets, nettoyage des zones de travail, respect des procédures concernant l'écoulement de produits dangereux ou de laitances béton, limitation des nuisances sonores, etc.

1.3.3 BET Environnement AGI2D

Il est responsable des tâches suivantes :

- Viser les documents propres à la démarche environnementale, produits par les entreprises (SOGED, PAE, Livret d'Accueil, Tableaux de suivi des déchets et des consommations d'eau et d'électricité...);
- Réaliser des points environnementaux réguliers (4 visites de chantier en tout) avec le REC du lot 1 et potentiellement les Correspondants Environnement pour vérifier le respect de la présente charte « chantier à faibles nuisances » lors de la mise en place du chantier ;
- Suivre les rapports fournis par le Responsable Environnement et la tenue du registre chantier ;
- Réaliser le bilan de chantier avec le Responsable Environnement en phase de réception.

1.3.4 Maîtrise d'œuvre

Présente toutes les semaines lors des réunions de chantier, il peut faire des relances aux entreprises concernant les remarques faites par le BET AGI2D. Il peut également faire des remarques sur la tenue du chantier ou le non-respect de la charte chantier directement aux entreprises lors des visites de chantier.

1.3.5 Maîtrise d'ouvrage

Il revient également au maître d'ouvrage de contrôler la conformité de l'exécution avec la charte chantier à faibles nuisances.

La maîtrise d'ouvrage doit initier et organiser les procédures et réunions d'information du public et des riverains du chantier.

1.4 Le registre du chantier

Le **Registre « chantier à faibles nuisances »** réunit toutes les informations sur le déroulement de ce dernier. Il est ouvert sous format numérique au démarrage des travaux par le « Responsable Environnement ». Ce registre contient :

- Les **documents réalisés en phase préparation** et éventuellement modifié avec les observations d'AGI2D ou les modifications liées au chantier :
 - Les **SOGED** (Suivi et Organisation de la Gestion des Déchets) et les **PAE** (Plan d'Assurance Environnement) fournis par toutes les entreprises,
 - Le **PIC** (Plan d'installation de chantier),
 - La **charte définitive** « chantier à faibles nuisances », signée par le responsable environnement et ses cotraitants,
 - Le **livret d'accueil** soumis aux compagnons,
- Les documents liés à la démarche générale :
 - Le nom et les coordonnées du « **Responsable Environnement** », (Inclus au PAE),

- Les **comptes-rendus relatifs au suivi de la charte chantier à faibles nuisances** et les réponses apportées par les entreprises en cas de manquements,
- Les noms et coordonnées de tous les « **Correspondants Environnement** », les référents environnement des sous-traitants,
- La formalisation des **sensibilisations à l'environnement**, dûment émargée,
- Les documents liés au suivi des déchets :
 - L'attestation de valorisation du ou des centres de tri,
 - Les bordereaux de suivi des déchets, émargés par les différents opérateurs (producteurs, transporteurs, éliminateurs),
 - Le tableau de valorisation des déchets, fourni par le centre de tri,
- Les documents liés à la pollution des eaux et des sols, aux produits dangereux et aux engins polluants :
 - Les **fiches des données de sécurité** des produits dangereux (GHS, anciennement FDS),
 - Les **incidents et/ou accidents relevés** au cours des travaux et les correctifs apportés,
- Les documents liés aux économies d'énergie :
 - Les relevés hebdomadaires de consommation d'eau et d'électricité (base-vie / chantier),
 - Les consommations diverses (fioul, huile...),
- Les documents liés à la limitation des nuisances aux riverains :
 - Les éventuelles **doléances du voisinage** et leur traitement.

1.5 Contrôle

Le contrôle de la bonne exécution de la charte « chantier à faibles nuisances » est de la responsabilité de la maîtrise d'œuvre d'exécution.

Cette disposition ne fait pas obstacle à d'autres contrôles qui peuvent être exercés directement par le maître d'ouvrage et ses assistants.

1.6 Relation avec le CSPS

Les dispositions de la charte « chantier à faibles nuisances » ne peuvent pas être en contradiction avec le respect des conditions de sécurité et d'hygiène. Cette évidence nécessite une harmonisation des exigences entre le « Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé » et le « Responsable Environnement ».

2 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Les déchets de chantier représentent un enjeu significatif. Les objectifs de la loi 75-633, modifiée par la loi 92-646, intégrés dans les articles L.541-1 et L.541-2 du code de l'environnement, visent à réduire leur production, assurer leur valorisation et prévenir des risques sanitaires et environnementaux.

2.1 Le SOGED

Le Schéma d'Organisation des Déchets (SOGED) rédigé par toutes les entreprises présentes sur le chantier devra décrire les modalités envisagées pour les objectifs suivants :

- Réduction des déchets à la source,
- Traitement et valorisation des déchets collectés,
- Collecte sélective des déchets en optimisant le tri.

Il devra également définir :

- Les conditions d'exécution,
- Les documents à fournir,
- L'organisation du chantier et du tri des déchets,
- La réduction des déchets à la source,
- Le traitement et valorisation des déchets collectés,
- La collecte sélective des déchets,
- La signalétique appropriée aux types de déchets,
- Les aires de stockage (zones de stockage délimitée par des plots amovibles selon la note d'organisation de chantier),
- Les responsabilités des intervenants,
- Les prestataires de gestion des déchets.

2.2 Réduction des déchets

Conformément au SOGED mis en place, les entreprises auront obligation de mettre en œuvre des moyens pour réduire la quantité de déchets produits sur le chantier.

Le Responsable Environnement conservera une traçabilité des moyens mis en œuvre pour réduire les déchets à la source (contrats des fournisseurs incluant des clauses sur la réduction des déchets, détails des plans de réservation, techniques constructives et éléments préfabriqués, etc.) et les communiquera à la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

2.2.1 Calepinage

L'équipe de maîtrise d'œuvre a élaboré la conception de l'ouvrage en optimisant l'utilisation des produits et matériaux pour limiter les déchets. L'entreprise doit tenir compte de ce critère dans la sélection des fournitures.

2.2.2 Exécution des travaux

En amont de la mise en œuvre, les entreprises fourniront les études d'exécution qui doivent permettre de limiter la production de déchets :

- En construction, les reprises par manque de réservation s'avèrent une source significative de pollution et de nuisance (bruit, poussière). Les réservations doivent être précisément et définitivement décrites et dessinées sur plans, suffisamment à l'avance.
- Les coffrages et les réservations seront réalisées dans des matériaux permettant leur réutilisation (coffrages métalliques, bois réutilisables, boîtes d'attente en cartons, béton cellulaire). Les réservations en matériaux légers (de type polystyrène et polyuréthane) sont interdites.
- Des plans de calepinage précis et la quantification préalable des matériaux mis en œuvre devront être fournis, pour limiter les découpes :
 - Estimation précise des besoins avant toute livraison pour éviter les gaspillages de matériaux livrés en vrac, au mètre linéaire ou au mètre carré ;
 - Livrer ou se faire livrer les éléments de construction à la bonne taille afin d'éviter au maximum les découpes sur le site qui sont génératrices de déchets.
- Les entreprises éviteront les dommages (matériel stocké, équipements, ouvrages) et respecteront les travaux déjà réalisés pour limiter toute reprise.

2.2.3 Réduction des emballages

Les entreprises prévoient obligatoirement des dispositions contractuelles vis-à-vis des fournisseurs pour limiter la masse de déchets produits, par une limitation des emballages à l'achat. Par exemple :

- L'achat de produits en vrac ;
- Le remplacement des petits conditionnements par des conditionnements plus grands ;
- Le développement des emballages-navettes, l'utilisation d'emballages consignés, la livraison sur palettes ou conteneurs consignés ;
- Le recours à la possibilité qu'offrent certains fabricants de reprendre des déchets pour les réintroduire dans les cycles de production (emballages, chutes, contenants de type pots ou cartouches) ;
- Les approvisionnements régulés des matériaux et un entreposage à l'écart pour limiter la casse au stockage livraison sur palettes et conteneurs consignés ;
- Les matériaux et produits fragiles seront stockés et manutentionnés soigneusement, en évitant leurs transports inutiles et en réduisant les durées de stockage ;
- Etc.

De tels accords seront formalisés par écrit et transmis pour information à la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

2.2.4 Terrassement

Si le terrassement produit essentiellement des déchets inertes, il convient de limiter la pollution engendrée par l'évacuation. La terre réutilisable sur le site est stockée sur place. On rappelle que les déchets végétaux (souches d'arbres notamment) sont valorisables et doivent être séparés de la terre. Avant l'évacuation des terres, il est réalisé une analyse pour vérifier que ces dernières ne sont pas polluées.

2.3 Tri des déchets

Les déchets seront triés in-situ sur le chantier selon la répartition déchets dangereux, déchets inertes, bois, métal, emballages, plâtre. Les palettes seront aussi mises de côté pour être valorisées voir réemployées.

Le tri des déchets devra respecter la réglementation « Sept flux » relative au tri des déchets : les fractions minérales (gravats, béton, brique, tuile, ardoise, céramiques...), les plastiques, le métal, le verre, le papier/carton, le bois, le plâtre.

Sur le chantier sera mis en place a minima avec 3 catégories, avec tri sur plateforme pour le reste :

➤ Déchets non dangereux, inertes

« Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction physique ou chimique. Enfin, ils ne détériorent pas d'autres matières en contact de manière préjudiciable à l'environnement ou à la santé humaine. » - Définition ADEME.

➤ Déchets non dangereux, non inertes

« Les déchets non dangereux non inertes sont très variés. Généralement, on les définit par défaut comme étant ceux qui ne présentent aucune des caractéristiques spécifiques aux déchets dangereux et qu'on désigne parfois comme « déchets banals. » - Définition ADEME.

➤ Déchets dangereux

Déchets contenant des substances toxiques. Les caractéristiques liées à leur nature, nécessite des circuits et des techniques de traitement spécifiques pour leur élimination. Ils sont dangereux pour l'environnement et l'homme.

Sauf dérogation dans les CCTP, l'utilisation de produits dangereux sur le chantier est normalement interdite, la production doit être très réduite.

Pour rappel, les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) nécessitent également d'un container spécifique, conformément au décret 2013-988 (Exemples : piles et accumulateurs, tubes fluorescents, équipements électroniques de régulation, de sécurité incendie, etc...).

On identifiera les filières susceptibles de les valoriser et dans le cas d'une élimination, les déchets sont évacués dans une installation ISDD (Installation de Stockage des Déchets Dangereux), anciennement CTE (Centre Technique d'Enfouissement) de classe 1.

Avant chargement, les déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés, dans les conditions fixées par la réglementation. Chaque entreprise est chargée de déposer ses déchets dangereux dans les contenants correspondants.

2.4 Signalétique

Une signalétique spécifique au type de déchet sera placée sur les bennes de collecte. Pour simplifier la compréhension, des pictogrammes sont associés au code proposé par la FFB (Fédération Française du Bâtiment).

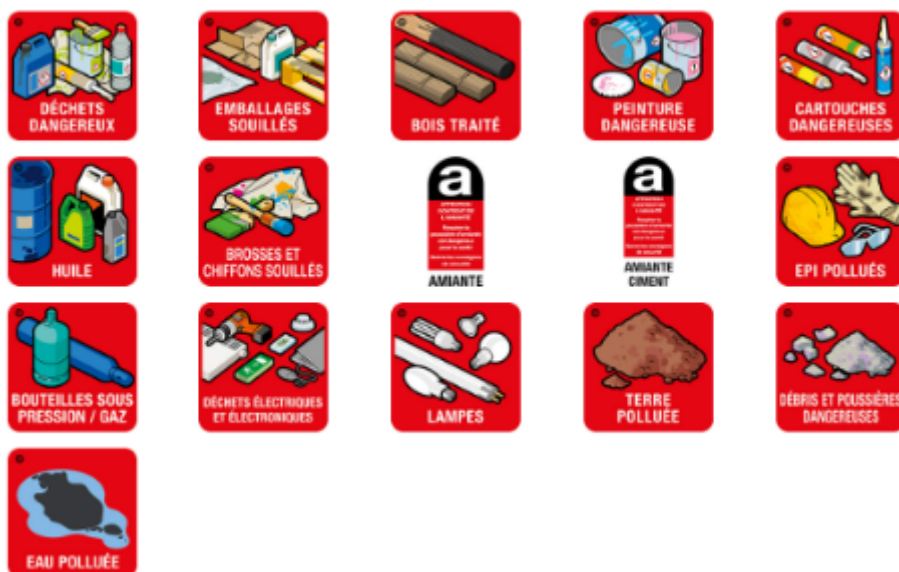
Déchets inertes



Déchets non dangereux, non inertes



Déchets dangereux



2.5 Stockage des déchets

Les zones de stockage des déchets seront clairement **indiquées sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)** aux différentes phases de l'opération. Ils seront répartis dans des contenants dédiés aux déchets non-dangereux, aux déchets dangereux solides et aux déchets dangereux liquides.

➤ Déchets non dangereux :

Des bennes ouvertes pour des déchets de type gravats ou fermée pour les déchets d'emballages.

La zone de bennes devra être délimitée par des plots amovibles selon la note d'organisation.



➤ Déchets dangereux :

Les déchets dangereux seront stockés dans des bacs (déchets solides) ou des fûts (déchets liquides), stockés sur des bacs de rétention.



2.6 Elimination des déchets

Pour la présente réalisation, la gestion des déchets est organisée collectivement, sous la responsabilité du Responsable Environnement. Chaque entreprise a la responsabilité d'assurer le tri de ses déchets et de les déposer dans les bennes prévues à cet effet.

Pour faciliter cette tâche, la formation du personnel est obligatoire. Elle est dispensée par le Responsable Environnement qui délivre, à cette occasion, un livret d'accueil rappelant les règles à respecter et la signalétique (§ 2.4).

Le traitement des déchets doit favoriser la valorisation matière. Pour cette opération, **la valorisation des déchets devra être minimum à 70% de la masse produite (LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte).**

Rappels :

- ✓ Le brûlage sauvage constitue une infraction au code de l'environnement.
- ✓ L'enfouissement des déchets, en particulier dans les fouilles et tranchées de chantier, est également interdit ; il en est de même pour l'abandon. Ces dispositions découlent directement de l'article 2 de la loi 75-633.

2.7 Traçabilité

Tous les déchets font l'objet d'un bordereau de suivi (BSD) dont un exemplaire dûment émargé par les différents acteurs (producteur – transporteur – éliminateur), est consigné dans le registre.

Rappels :

- ✓ Les produits dangereux font l'objet du bordereau CERFA 12571 et annexes lorsqu'il y a regroupement (décret 2005-635) ;
- ✓ Les autres déchets font l'objet du bordereau établi conjointement par l'ADEME et la FFB.

3 REDUCTION DES NUISANCES ET DES POLLUTIONS

Comme le stipule la loi 75-633, modifiée par la loi 92-646, les entreprises sont tenues d'éliminer les risques d'atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement. L'application de cette règle entraîne les dispositions qui suivent.

Un nettoyage quotidien du chantier et de ses abords limite également les nuisances visuelles. La propreté, l'aspect général du site et son organisation sont des indicateurs facilement perceptibles par une personne extérieure au chantier, d'où l'importance de respecter l'ensemble de ces mesures.

Chaque compagnon doit nettoyer son poste de travail en fin de journée. Si une activité génère poussières, boues ou déchets volatils, des mesures de protection mécanique devront être mises en place, de type bâche sur échafaudage ou protection en pieds de clôture par exemple.

3.1 Bruit

La maîtrise des nuisances sonores des activités de chantier est particulièrement inscrite dans les textes législatifs de la loi 92-1444, relative à la lutte contre le bruit, de l'Arrêté du 22 Mai 2006 visant les émissions sonores des matériels extérieurs aux bâtiments et le Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage. L'entreprise responsable de l'application de la présente charte devra établir un planning « bruit » des tâches bruyantes et mener une réflexion sur les moyens et dispositions techniques visant à réduire le bruit notamment regrouper ces tâches.

3.1.1 Matériel et équipement

Le premier objectif de la législation sur la maîtrise du bruit sur le chantier vise à protéger la santé du personnel et se traduit par la réduction du niveau de bruit des engins. La démarche d'amélioration de la qualité environnementale élargit cette disposition au voisinage du chantier.

Ils sont accompagnés des prescriptions suivantes :

- Mise en place de **capot insonorisant** sur les matériels bruyants,
- **Matériels électriques** en remplacement des matériels pneumatiques,
- Utilisation de **banches à serrage**,
- Interdiction des reprises par défaut de réservation,
- Emploi de **talkies-walkies**,
- Obligation de **couper les moteurs** de camions de livraison et des machines à l'arrêt,
- **Organisation des circulations** sur le chantier pour limiter le klaxon de recul des véhicules.

Rappels :

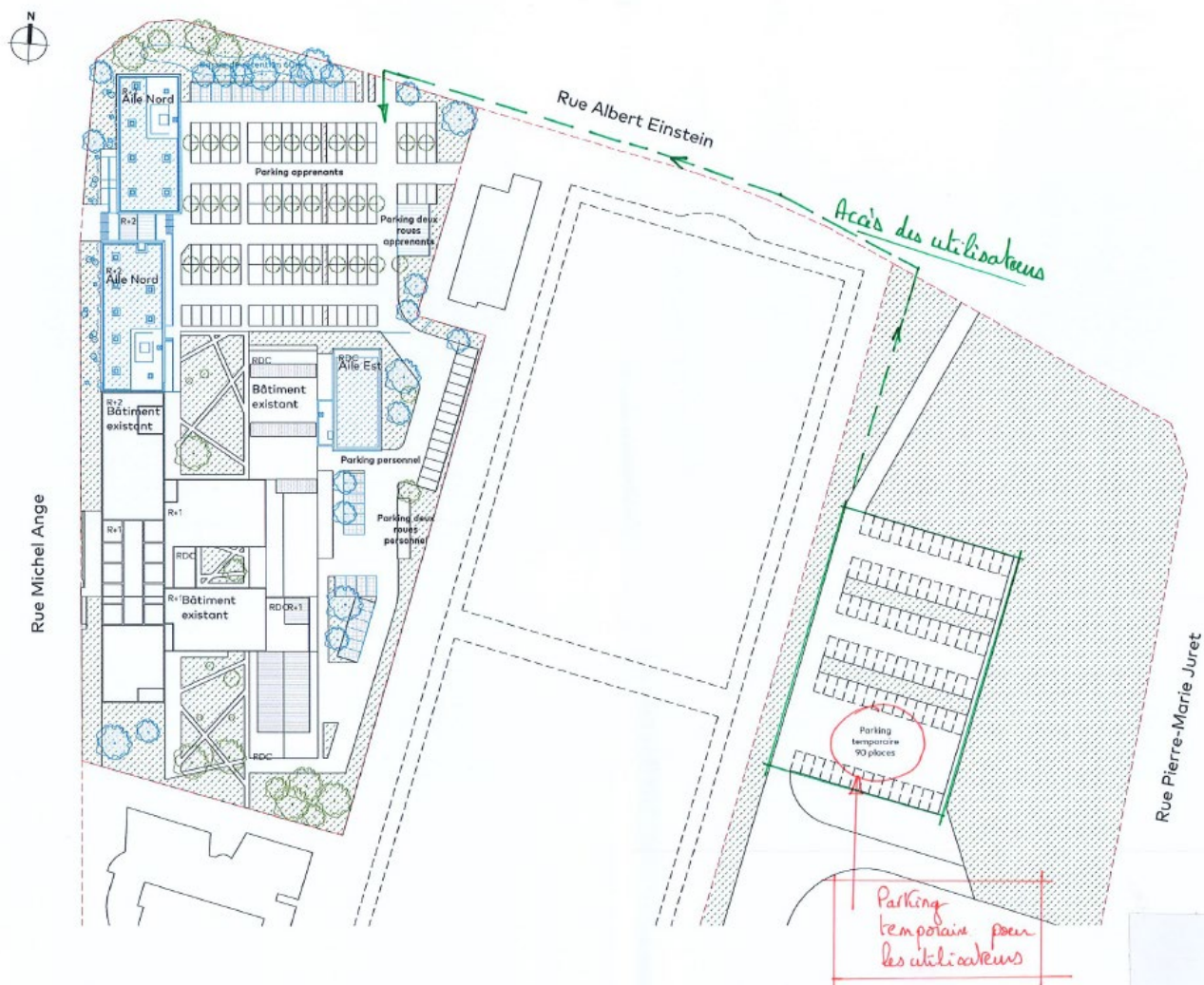
Une métrologie peut être mise en place pour vérifier le respect des exigences.

Les entreprises veilleront à la bonne mise à disposition de **protections auditives individuelles** pour l'ensemble de leur personnel intervenant sur le chantier pendant l'exécution des tâches bruyantes.

3.1.2 Horaire et circulation

Néanmoins, un chantier reste perturbant pour le voisinage. Pour atténuer les nuisances sonores, il est convenu les dispositions suivantes :

- Horaires et jours du chantier : à définir,
 - ✓ Plan de circulation : voir sur le PIC (les travaux se faisant en site occupé, une voie de circulations utilisateurs est décrite ci-dessous depuis un lieu de stationnement temporaire ; cette voie ne devra pas être utilisée pour les travaux),



Extrait du PIC

- Limitation de la vitesse de circulation à l'intérieur du chantier et obligation de maintenir les moteurs à l'arrêt durant les périodes d'attente.

L'horaire du chantier et le plan de circulation sont communiqués aux entreprises qui l'indiqueront également à leurs fournisseurs. Par ailleurs, ces informations sont communiquées aux riverains par voie d'affichage.

Tout dépassement des horaires annoncées devra recevoir un **accord préalable de la maîtrise d'ouvrage selon accords municipaux et communication aux riverains.**

Les livraisons seront effectuées principalement le matin en première heure, et en aucun cas aux heures de pointe. Ces livraisons sont réparties en vue de limiter les temps d'attente.

Les livraisons et mouvements plus volumineux seront planifiés et des informations ou balisages seront disposées afin de minimiser la gêne des avoisinants.

Un « homme trafic » sera chargé de surveiller la circulation des véhicules de livraisons et engins éventuels afin de gêner le moins possible les riverains et assurer leur sécurité. Chaque livraison sera accompagnée depuis la voie publique jusqu'au point de stockage.

Les entreprises privilégieront autant que possible le **covoiturage et les transports en commun** afin de limiter les véhicules du personnel aux abords du chantier.

3.2 Protection du sol et des eaux

Le Correspondant Environnement de chaque entreprise devra avoir à sa disposition sur le chantier les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits dangereux relatifs à son lot.

Sauf cas exceptionnel et dûment justifié à soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre, **l'utilisation de produits étiquetés avec l'un des classements suivants sera interdite :**

- Les produits de liaison anciennement classés " T ", " T+ ", " Xn " et " N " sont strictement interdits. Selon les nouveaux pictogrammes en vigueur, les produits étiquetés SGH06 (Toxicité aigüe), SGH08 (danger pour la santé) et SGH09 (danger pour l'environnement) sont donc interdits sur ce chantier.



- Les produits anciennement classés " Xi ", " C " et " F " sont limités au strict nécessaire et remplacés par des solutions alternatives dans la mesure du possible. Le recours aux produits nouvellement classés SGH02 (inflammable), SGH05 (corrosif) et SGH07 (nocif ou irritant) doit être limité au strict minimum nécessaire, en privilégiant les alternatives possibles. Lorsque qu'aucune alternative n'est disponible : on pourra alors le cas échéant recourir aux phases de risque R10 – R11 – R22 – R25 – R36 – R37 – R38 – R42 – R43.

Pour assurer la protection du sol et des eaux, il est retenu les prescriptions suivantes. :

- L'aménagement d'**aires étanches** avec dispositif de récupération et décantation des eaux pour le traitement et l'élimination des boues comme déchets ; le dispositif se rejette ensuite au réseau d'assainissement selon les modalités définies par le prestataire chargé de l'assainissement :



- Aire de livraison et stationnement des véhicules des entreprises,
- Aire pour le stockage des déchets,

- La **récupération des laitances des produits hydrauliques** (exemple : fabrication du béton sur place ou lavage des goulottes pour le béton prêt à l'emploi, enduits, plâtres). Après décantation des eaux chargées, les boues sont collectées comme des déchets inertes ;



- Des **bacs de rétention sous les stockages de produits dangereux liquides**, dont la contenance est au moins égale à celle desdits stockages ;



- La mise à disposition d'un **kit de dépollution** et la formation du personnel à son utilisation ;



- Le **lavage des roues** des véhicules de terrassement avant la sortie du chantier. Les eaux boueuses sont décantées par le dispositifs mis en place sur l'aire de livraison ; la boue est ensuite éliminée dans la catégorie des déchets inertes et les eaux de lavage sont raccordées au réseau d'assainissement selon les modalités définies par le prestataire chargé de l'assainissement. Dans la période précédant la mise en place de l'aire de lavage, il convient de prévoir le nettoyage quotidien des voiries ;
- Le **nettoyage à minima hebdomadaire** du chantier et des voies d'accès ;
- L'utilisation d'**huile de décoffrage biodégradable** (pur végétal, 4 gouttes au classement SYNAD). Les huiles excédentaires seront récupérées à part et traitées par un prestataire agréé.

Le ravitaillement des engins en carburant se fera également sur une aire protégée. Les vidanges d'huile des engins de chantier sont interdites sur site.

3.3 Prévention de la pollution atmosphérique

Pour éviter les pollutions atmosphériques, les précautions suivantes sont exigées :

- ✓ Des **filets ou couvercles sur les bennes** pour éviter l'envol des produits légers et de la poussière.
- ✓ L'interdiction **de réaliser des réservations avec des produits légers** pour la même raison de dispersion dans l'atmosphère lors de l'opération de retrait.
- ✓ L'arrosage **modéré des sols** lorsque le temps est sec, pour limiter la poussière dans l'atmosphère.
- ✓ La **limitation de la vitesse** des véhicules sur le chantier.

En anticipant leur enlèvement régulier, les bennes à déchets ne déborderont pas. D'où l'importance de remplir l'annexe « Estimation des Déchets » du modèle de SOGED fourni pour permettre l'anticipation de l'enlèvement des déchets. Les poubelles d'ordures ménagères seront couvertes et vidées régulièrement.

Les outils doivent être munis de filtres à poussière. Le matériel de ponçage utilisé sera équipé d'un aspirateur.

Lorsque ceux-ci existent, l'utilisation de matériels électriques plutôt que thermiques est obligatoire.

3.4 Clôture

Le chantier doit être **clos sur la totalité du site** et les clôtures sont entretenues tout au long de l'opération afin de conserver un bon état.

La base vie devra également recevoir une clôture avec de la grilles pleines sur plots amovibles et d'une hauteur 2.00m selon la note d'organisation.

Les clôtures devront être de type Héras et d'une hauteur 2.00m sur tout le site avec des plots amovibles et des renforts de pieds, en raison des tempêtes d'hiver (selon la note d'organisation).

Les dispositions nécessaires au gardiennage du chantier, hors des heures de fonctionnement, sont également précisées.

4 MAITRISE DES CONSOMMATIONS

4.1 Energie

Les entreprises prennent les dispositions pour réduire les gaspillages énergétiques sur le chantier.

Les **relevés des compteurs (base vie et chantier) seront hebdomadaires** et non mensuels afin de détecter rapidement les anomalies éventuelles. Les pics de consommations devront être expliqués (en fonction, par exemple, de la phase du chantier). Les compteurs permettent de distinguer les consommations du chantier et des cantonnements.

Un **tableau de suivi des consommations d'énergie** (base-vie / chantier) sera tenu à jour dans le registre chantier, avec une analyse des consommations par le Responsable Environnement qui devra mettre en œuvre des mesures correctives en cas de dérive.

Ce tableau de consommation sera communiqué tous les mois à la maîtrise d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre et au BET Environnement AGI2D.

Une ou plusieurs horloges sont à mettre en œuvre sur l'installation électrique du chantier, de manière à couper tout éclairage et chauffage du chantier et de la base vie la nuit et le week-end. Si nécessaire, un chauffage peut être maintenu dans les vestiaires uniquement pour permettre le séchage des tenues des compagnons.

La sensibilisation des ouvriers, notamment via le livret d'accueil et des affiches dans la base vie, permet de faire appliquer des mesures simples, comme l'arrêt des engins inutilisés, la coupure du chauffage avant ouverture des fenêtres.

4.2 Eau

Comme pour l'énergie, le chantier est souvent le siège de gaspillage d'eau. Les raccordements en eau sont soignés, de manière à limiter les risques de fuites. Une vanne générale est installée au voisinage du cantonnement ; la coupure est quotidienne sous la responsabilité du « Responsable Environnement ».

Un **tableau de suivi des consommations d'eau** (base-vie et chantier) sera tenu à jour dans le registre chantier, avec une analyse des consommations par le Responsable Environnement qui devra mettre en œuvre des mesures correctives en cas de dérive. Ce tableau sera communiqué tous les mois à la maîtrise d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre et au BET Environnement AGI2D.

Les **relevés des compteurs seront hebdomadaires** et non mensuels afin de détecter rapidement les fuites éventuelles. Les pics de consommations devront être expliqués (en fonction, par exemple, de la phase du chantier). Les compteurs permettent de distinguer les consommations du chantier et des cantonnements. La coupure de l'électrovanne générale du chantier, avant le weekend, permettra également de temps en temps, d'identifier une éventuelle fuite.

Les cantonnements sont pourvus d'équipements visant à réduire leurs consommations tels que robinetteries temporisées à faible débit et chasses d'eau double débit.

Charte chantier

La sensibilisation des ouvriers, notamment via le livret d'accueil et des affiches dans la base vie, permet de faire appliquer des mesures simples, comme la fermeture automatique des robinets et leur remplacement éventuel en cas de fuite, détection des fuites sur le chantier.

5 SENSIBILISATION ET INFORMATION

5.1 Sensibilisation du personnel

Pour atteindre les objectifs fixés par la charte « chantier à faibles nuisances », il convient d'assurer la **formation de tout le personnel du chantier** avant son intervention sur l'opération.

La sensibilisation du personnel est assurée par le « Responsable Environnement », a minima sur les sujets suivants :

- **Gestion des déchets sur site** (Type de déchets, bennes utilisées, signalétique...),
- **Gestion des consommations énergétiques** (lutte contre le gaspillage),
- **Utilisation du Kit de dépollution**,
- **Utilisation des produits dangereux** (stockage, FDS...),
- **Nuisances sur le chantier** (poussières, bruits, odeurs...),
- **Explication du livret d'accueil**.

A cette occasion, est remis à tout nouvel arrivant sur le chantier, un **livret d'accueil largement iconographié**, qui reprend toutes les règles de conduite à tenir sur le chantier. La liste des participants, dûment émargée, est intégrée dans le registre du chantier.

Le BET Environnement AGI2D réalise par ailleurs une réunion de sensibilisation au chantier propre au démarrage du chantier.

5.2 Information du voisinage

Le législateur a souhaité informer et consulter la population pour rendre les politiques d'urbanisme plus claires et plus démocratiques (loi SRU du 13 décembre 2000). La démarche d'amélioration de la qualité environnementale emprunte cette disposition pour limiter les impacts négatifs du chantier sur la population, en particulier vis-à-vis des riverains.

Vis-à-vis de l'extérieur, les nuisances induites par une opération de construction sont bien mieux acceptées si les riverains, associations et collectivités locales sont informés des travaux en cours. Cette communication permettra de dégager une image positive du chantier.

Il convient de programmer au moins **trois réunions de sensibilisation des riverains et des élus locaux**.

- La première est effectuée avant le démarrage du chantier pour présenter l'opération et l'organisation générale. Ainsi les éventuelles doléances peuvent être prises en compte pour faire évoluer favorablement les dispositions retenues.
- Une seconde réunion est organisée à la fin de l'intervention du gros œuvre pour faire un premier bilan et apporter d'éventuelles améliorations au processus.
- Enfin, une troisième réunion se réalise lors de la période de réception.

Les réunions sont **organisées par le maître d'ouvrage** (réservation d'une salle, convocations...) qui préside les séances, mais c'est l'équipe de **maîtrise d'œuvre qui assure les présentations**. Au-delà de la sensibilisation, il appartient au maître d'ouvrage de profiter de ces contacts pour compléter la réunion par des actions de communication (visite, manifestation...).

Pour assurer la continuité des relations avec le public, il est disposé une **boîte à lettres accessible** en limite de propriété du chantier ainsi qu'une **adresse électronique**. Il sera indiqué à l'entrée du chantier

Charte chantier

les coordonnées de la personne à contacter en cas de nuisances (sonores notamment). Toutes les observations, remarques et doléances sont collectées dans le registre et la maîtrise d'ouvrage s'engage à fournir une réponse écrite dans les huit jours qui suivent leurs dépôts.

6 PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CHARTE A FAIBLE NUISANCE

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.

Chaque entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Maîtrise d'Ouvrage appliquera après constat et mise en demeure restée sans effet, une pénalité définie comme suit :

- Nettoyage de chantier : 200 euros par jour ;
- Évacuation des gravats hors du chantier : 200 euros par jour ;
- Absence de dispositifs de nettoyage/décrochage des engins avant sortie du chantier : 1 000 euros.
- Non-nettoyage des abords et des voies, par infraction : 150 euros ;
- Dépôt de matériaux, terres, gravats en dehors des zones prescrites : 150 euros par jour et par m³ ;
- Non-respect du tri des déchets : 150 euros par jour et par m³ ;
- Véhicules non nettoyés ou mal chargés salissant les voies publiques : 500 euros par véhicule et par trajet ;
- Non-respect des autres dispositions de la charte (remise de document, etc.) : 75 euros par infraction.

7 ENGAGEMENT

Pour appuyer son engagement environnemental, l'entreprise consent à réaliser, conjointement à la présente charte, **un PAE (Plan d'Assurance Environnement) et un SOGED** spécifiques à ce chantier et reprenant l'ensemble des considérations environnementales au sein de sa structure.

Je soussigné, M/MME, représentant l'entreprise, avoir pris connaissance de l'ensemble des préconisations environnementales énoncées dans cette charte et les appliquer pour ce chantier.

Signature :

Fait le :